

Krishna B. Bhattachan



## Évènements en 2019

### **La plus grande manifestation historique depuis le mouvement populaire de 2006**

Le gouvernement népalais a présenté un projet de loi au Parlement fédéral (chambre haute) le 29 avril 2019, renonçant au *Guthi*, le système d'autogouvernement coutumier des Newa<sup>4</sup>, supposant réglementer les dons dans les institutions religieuses, en particulier les temples hindous que l'on appelle aussi *Guthi*.

On se souviendra de 2019 comme l'année où des milliers d'autochtones, les Newa en particulier sont allés dans les rues du Népal Mandala, leurs terres ancestrales pour manifester ensemble contre la tentative d'annihilation de leurs systèmes d'autogouvernement coutumiers par les dirigeants « Khas Arya » dominants (brahmanes) du Népal.

Le *Kathmandu Post* a rapporté:

*« Bien que le gouvernement ait retiré le projet de loi de l'assemblée nationale mardi, les résidents de la vallée de Katmandou - pour la plupart Newa sont sortis dans les rues en nombre, manifestant contre la tentative menée par l'État d'éradiquer des coutumes et traditions très anciennes. Le peuple autochtone newa a exigé que le projet de loi soit abandonné pour de bon et que l'on n'essaie pas de le proposer à nouveau prochainement »<sup>5</sup>.*

Le journal a cité Ganapati Lal Shrestha, coordinateur du *Rasthya Pahichan Samukta Sangharsha Samiti* (Comité de lutte conjointe pour la préservation de l'identité nationale) qui a déclaré:

*« Il y a onze jours, quand nous avons protesté, le gouvernement nous a roués de coups et utilisé des canons à eau pour nous disperser. Beaucoup d'entre nous ont été blessés. Aujourd'hui la ville entière s'est réveillée dans le but de préserver notre culture et manifester contre l'autocratie du gouvernement. »*<sup>6</sup>

Le *Kathmandu Post* a rapporté le 10 juin que:

*« Près de 6 personnes ont été blessées dimanche dernier lorsque la police a utilisé la force pour disperser les conservateurs du patrimoine, les habitants et les actionnaires qui ont manifesté contre le projet de loi sur Guthi que le gouvernement a silencieusement remis au Parlement sans aucune consultation ».*<sup>7</sup>

Cet événement historique extraordinaire envoie aux dirigeants politiques un message clair: les peuples autochtones franchiront les lignes du parti pour défendre leurs systèmes d'autogouvernement coutumier. Si les Newa, un des 59 peuples autochtones formellement reconnus, pouvaient mettre en scène une manifestation équivalente au mouvement populaire de 2006, qu'est-ce qui se passerait si les 59 nations autochtones et celles qui seront reconnues, sortaient dans les rues, exigeant des changements conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones (DNUDPA) dans la constitution, qui garantiraient les droits collectifs, comprenant les droits à l'autodétermination, l'autonomie, l'auto-gouvernance et les lois coutumières?

Les terres ancestrales, les territoires et les ressources des Newa se trouvent dans la vallée de Katmandou, et ils ont plus de 1000 règles *guthi* au sein de leur système auto-gouvernance coutumier, qui régissent leur vie quotidienne en collectivité, comme les activités économiques, judiciaires, spirituelles, religieuses, culturelles, sociales, liées aux rituels de cycle de vie ou de clan qui lient toutes les familles de clans en les faisant participer à des activités obligatoires et volontaires. Il est vrai que les Newa n'existent pas sans le *Guthi*.

### **Manifester contre la suppression des réservations de postes par la Commission du service public.**

En association avec le mouvement des Dalit et Madhesi, la Fédération des nationalités autochtones du Népal (NEFIN) a conjointement organisé plusieurs manifestations de rue en 2019, prétendant que la publicité de la commission du service public fédéral de 9161 postes disponibles au niveau local en tant que quota réservé de 45% des postes vacants aux groupes marginaux (autochtones, Dalit, Madhesi, musulmans, personnes en situation de handicap et les gens habitant des communautés isolées) n'était pas en accord avec la loi sur le service civil. La Commission du service public (Public Service Commission - PSC) aurait déclaré que cela ne pouvait pas garantir l'inclusion, car *« il n'y avait pas assez de sièges à tous les niveaux locaux. »* Ceux qui étaient favorables au quota argumentèrent que tous les postes disponibles devaient être distribués à chaque communauté en mettant tous les postes disponibles dans un seul panier.<sup>8</sup> Le gouvernement a toutefois réagi aux manifestations avec l'aide excessive des forces de l'ordre. Le président du NEFIN et huit autres manifestants ont été blessés.<sup>9</sup> L'aspect

positif de ces manifestations est que tous les groupes victimes d'exclusion sociale ont maintenant rassemblé leurs forces pour revendiquer à nouveau leur quota perdu.

### **Terre, territoires et ressources**

L'année 2019 a été ponctuée d'événements dans la lutte continue des peuples autochtones pour réclamer le droit de propriété et le contrôle sur les terres, les territoires et les ressources.

Par exemple, la Cour Suprême du Népal a publié une directive le 31 décembre 2018 pour que les lois passent pour établir le *Baram Spécial, Protégé ou région Autonomes* comme il est stipulé dans la constitution (*Bhuwan Baram & Tek Bahadur Baram vs Premier ministre du Népal WN074-WO-0239*). Les Baram font partie des 59 peuples autochtones reconnus par le gouvernement et ils constituent un groupe très marginalisé. La Cour Suprême a clairement annoncé que la culture et la structure sociale des Baram ne peuvent pas être protégées sans l'établissement du Baram Spécial ou Aire Protégée (*Baram Special or Protected area*).

Inspirés par cette directive, les Majhis, Baram, Newa, Magar, Kiratis et Santhals ont soulevés le problème des *Zones Protégées, Spéciales et Autonomes* avec le soutien de l'Association des avocats pour les droits humains des Autochtones du Népal (*Lawyers' Association for Human Rights of Nepal's Indigenous Peoples - LAHURNIP*). Une demande d'assignation a été signée (076-WO-0259) à ce sujet par *Sadaar Sing Limbu et al. vs Premier ministre du Népal*. La Cour Suprême a publié un ordre de démonstration de cause et l'affaire est en cours. L'article 56 (5) stipule dans une clause que :

« toute Région Spéciale, Protégée et Autonome peut être établie selon la loi fédérale pour le développement économique et la protection sociale et culturelle »<sup>10</sup>

ce que n'a jamais instauré le gouvernement.

Un autre exemple est une demande d'assignation (*Amitra Shakya et al. vs Gouvernement du Népal*) signée à la Cour Suprême contre l'éviction forcée, pour la protection des droits culturels et contre la tendance d'agression dans les terres ancestrales des Newa.

Un troisième exemple fait référence à une lettre envoyée par le Directeur-Général de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La lettre résultait d'une décision du corps exécutif de l'OIT prise lors de la 333e session (juin 2018).<sup>11</sup> D'après cette décision, l'OIT mettrait au point un comité tripartite qui examinerait une plainte que le syndicat des employés des Télécom du pays aurait portée au nom des Newa<sup>12</sup> le 6 novembre 2019. L'OIT a demandé au *Nepal Telecom Employees Union - NTEU* s'il voulait que l'OIT joue le rôle médiateur (avec accord des deux partis ou au contraire mène une enquête sur la plainte et prenne les mesures nécessaires). Le gouvernement n'a pas choisi l'option de réconciliation et ainsi l'OIT devra mener son enquête. Les chefs du mouvement contre l'expansion routière illégale ne croient pas que le gouvernement règlera cette affaire de violation en accord avec la Convention n°169 de l'OIT.

### **« WWF continue d'ignorer les violations des droits humains ».**

Les rangers du parc national de Chiwtan ont fait incarcérer en 2006, Shikaram Tharu, un tharou, accusé d'aider son fils à enterrer une corne de rhinocéros dans son jardin. La

corne n'a jamais été découverte, mais l'homme a été trouvé mort 9 jours après son arrestation, torturé par les rangers. Le *Kathmandu Post* a fait part ensuite de cette nouvelle dans une série d'enquêtes, en partenariat avec BuzzFeed News, qui a publié le 3 mars 2019 un rapport accusant le WWF :

« *qui continue d'ignorer les violations des droits humains à l'intérieur des aires de conservation du pays* ». <sup>13</sup>

Le 4 mars 2019, BuzzFeed a publié un rapport plus détaillé qui souligne que le WWF « *finance des forces paramilitaires vicieuses dans le but de combattre le braconnage* ». <sup>14</sup> « *Ce qui est inquiétant, c'est la complicité affichée par la première organisation de conservation, le Fonds mondial pour la nature, anciennement le Wildlife Fund et connue mondialement sous son acronyme - qui continue de soutenir et de travailler avec les représentants accusés de torture, pendant qu'elle dissimule les preuves des violations de droits humains à l'encontre de groupes de population les plus vulnérables* » - dévoile le Kathmandu Post. <sup>15</sup>

### **Le mécanisme de traitement des plaintes de la Banque européenne d'Investissement (BEI) et le FPIC (*Free Prior, Informed, Consult*).**

Le mécanisme de traitement des plaintes de la BEI a visité le Népal du 14 au 20 mars 2019 et rencontré les communautés affectées par le projet d'une ligne de transmission de 220 kV au Corridor de Marsyangdi, financé par la BEI et les autorités nationales afin de mener une inspection de la plainte déposée le 19 octobre 2018 par le FPIC et le Forum des droits à Lamjung.

La BEI-CM a rencontré 5 chefs de villages dans le district de Lamjung et visité plusieurs sites choisis pour l'installation des tours de transmission de 220 kV. Ils ont rencontré les représentants des conseillers des plaignants, le conseil de comptabilité <sup>16</sup> et l'association des avocats pour les droits humains des autochtones népalais (*Lawyers' Association for Human Rights of Nepalese Indigenous People* - LAHURNIP). La BEI a demandé à la LAHURNIP de développer un protocole FPIC par anticipation afin que l'Autorité d'électricité du Népal (*Nepal Electricity Authority*- NEA) consente à une médiation avec la communauté et les autochtones affectés en vue d'obtenir le FPIC. Comme la NEA a refusé la médiation, la BEI entamera bientôt une inspection de conformité.

### **Participation**

La Cour Suprême du Népal a publié un Ordre de démonstration de cause (*Show Cause Order*), le 11 août 2019 pour une demande d'assignation signée par la LAHURNIP concernant la participation significative des peuples autochtones dans la prise de décision, y compris dans le processus législatif (076-WO-0104). Cette affaire est en cours et ce sont les dernières auditions.

### **Les Autochtones inclus dans le Plan périodique**

Le gouvernement a approuvé le Document de réflexion pour le 15e Plan périodique (2019/20-2023/24) le 29 avril. <sup>18</sup> La Commission de planification du Népal (NPC) comprenait de nombreux projets et programmes pour les autochtones suite à une intervention de la LAHURNIP pendant la rédaction du Document de réflexion. Selon le document de réflexion, les Aires Spéciales Protégées autonomes (*Special, Protected and Autonomous areas*) seront organisées et effectives conformément à la constitution et à la

loi d'opération au niveau local. Il mentionne l'instauration de recensement du reste des terres non cartographiées/ non-inscrites, les mettant sous le contrôle des systèmes d'administration foncière et les protégeant grâce à la préparation de documents détaillés des terres gouvernementales, communautaires publiques et *guthi* (fiducie).

De plus, le recensement fera état de toute la biodiversité locale et les savoir-faire qui y sont associés, ainsi que les pratiques, les systèmes socioculturels, les arts et la propriété intellectuelle des populations tribales autochtones (*Adivasi Janajati*), et les communautés locales seront documentées et formellement inscrites.

Il s'engage aussi à mettre en place et institutionnaliser un programme spécial pour la protection des populations marginalisées et en voie de disparition (comme les Raute, Kusunda, Chepang, Rajbansi, Chamar, Musahar, Vadi, Raji, etc.). Cela peut être positif seulement si le gouvernement le mène à bien en accord avec la DNUDPA et la C169 de l'OIT, en obtenant le FPIC et la participation et une représentation significative des peuples autochtones. Toutefois, il pourrait potentiellement constituer une menace pour les peuples autochtones puisqu'ils pourraient être en désaccord avec les catégories de classement de leur terre.

### **Des Raute dans un « zoo humain ».**

La municipalité rurale de Guranse dans le district de Dailkeh a décidé de confiner 42 familles (149 personnes) du peuple nomade *raute* dans leur village situé sur les rives du fleuve Garche en posant des clotûres autour d'elles afin que les visiteurs paient un droit d'entrée pour les voir ou les rencontrer, ce qui place vraiment les *Raute* à l'intérieur d'un zoo humain.

La LAHURNIP a publié un communiqué de presse le 5 juillet 2019 condamnant cette violation du droit humain des *Raute* de circuler librement à l'intérieur de leurs forêts ancestrales.<sup>19</sup> Après 3 mois de confinement contre leur gré, ces derniers sont partis à Surkhet, d'abord à Satakhani, dans la municipalité de Lekbesi et ensuite à Sattachaur dans la municipalité rurale de Guranse. Un groupe a campé sur les rives du fleuve Bagrne dans la municipalité de Surkhet, et une autre sur les berges de la Sot dans la municipalité rurale de Barhatal à Surkhet. Le chef *raute* a déclaré qu'ils ne peuvent pas abandonner leur pratique coutumière de vie nomade et ils aiment vivre en forêt, car ils s'y sentent chez eux.<sup>20</sup>

### **Femmes autochtones**

Les organisations des femmes autochtones, notamment le *Nepal Indigenous Women's Forum (NIWF -Nepal)*, *Nepal Indigenous Women's Federation (NIWF)*, *Indigenous Women's Legal Awareness Group (INWOLAG)* and *National Indigenous Disabled Women's Association Nepal (NIDWAN)* ont rencontré le ministre et le secrétaire du Ministère pour les Femmes, enfants et séniors (MWCSC) et le secrétaire de la *National Women's Commission (NWC)* en 2019 pour être informés sur le niveau de conformité avec le comité d'élimination de la discrimination à l'égard des recommandations des femmes publiées au Népal le 14 novembre 2018. Un an s'est écoulé, mais le gouvernement népalais n'a rien fait à ce sujet et reste non conforme. Bien que le ministre n'ait pas accordé suffisamment de temps à la discussion, ils ont dit qu'ils étudieraient le problème. Les représentants du NWC ont assuré qu'ils attireront l'attention du gouvernement sur ledit problème.

## Changement climatique

Le pays a édicté une nouvelle politique sur le changement climatique en 2019, remplaçant la version de 2011. Celle de 2019 a comme objectif

*« de faire avancer la capacité sur l'adaptation au changement climatique (CCA), de développer la résilience de l'écosystème, de promouvoir l'économie verte en adoptant un concept de croissance économique faible en émission de carbone, de mobiliser les ressources financières nationales et internationales, de rendre le service d'information plus efficace, de diffuser largement le changement climatique dans la politique, stratégie, projet et programmes adéquats, favoriser l'inclusion des sexes et l'inclusion sociale, y compris dans les programmes relatifs à la mitigation et à l'adaptation au changement climatique ».*

La politique prévoit

*« de formuler et d'instaurer les lois, stratégies, politiques de travail, directives, procédures, manuels et le projet au niveau fédéral, provincial et local, afin de mettre en place cette politique » et « de réviser ou formuler ou mettre en œuvre le cadre de travail national sur l'adaptation locale, le projet pour l'action (LAPA) le projet national d'adaptation (NAP) REDD Strategy, le Climate Finance Network et Budget Code, la stratégie de croissance verte, la parité homme/femme dans le plan d'action pour le changement climatique, et d'autres documents sur le changement climatique ».*

La politique renouvelle son engagement de

*« formuler une stratégie nationale sur le développement économique faible en émissions carbone, le commerce du carbone (comme énoncé dans la version de 2011) et préparer un schéma pour l'accord de Paris, les Contributions déterminées au niveau national (NDC) le National Adaptation Plan of Action and Transparency Framework » en ajoutant que « les associations doivent obtenir au préalable l'approbation du ministère des forêts et de l'Environnement avant l'instauration des projets relatifs au changement climatique avec le soutien des donateurs ».*<sup>21</sup>

Le Programme pour le changement climatique du NEFIN - Fédération des nationalités autochtones du Népal- a contribué à s'assurer à ce que les droits des Autochtones soient compris dans ces initiatives gouvernementales. Un plaidoyer complet pourra néanmoins être requis pour faire respecter les droits des autochtones dans les actions pour le climat.

## Communauté LGBTI autochtone

En novembre 2019, la *Blue Diamond Society* et le *Nepal Indigenous Women's Forum* (NIWF-Nepal) ont conjointement organisé une première conférence et une session de formation sur la Révision Périodique Universelle et sur d'autres législations et plaidoyers internationaux concernant les droits des femmes autochtones et ceux de la communauté LGBTI de Katmandou. C'était une conférence historique au Népal dans laquelle les problèmes rencontrés par la communauté LGBTI autochtone ont été exposés et la stratégie de défense a été formulée. Les participants ont mis en avant la nécessité de rendre les Principes Yogyakarta+10<sup>22</sup> conformes à la DNUDPA et d'inscrire ou de spécifier les LGBTI autochtones dans la DDPANU.

## Notes et références

1. Nepal's central Bureau of Statistics (CBS) makes population projections every day <https://cbs.gov.np/>
2. Hindu cosmology divides the population into hereditary caste groups ranked according to ritual purity and impurity. The Dalit castes form the lowest tier of the caste system and are highly marginalised to this day (Ed. note)
3. 61 Indigenous Peoples were initially of cially recognised in Nepal through the ordinance, *Rastriya Janajati Bikas Samiti (Gathan Adesh)* 2054. Indigenous Peoples have been of cially and legally recognised by the government since 2002 (2059 B.S.) through the *National Foundation for the Development of Indigenous Nationalities Act* (known as the NFDIN Act), which lists 59 distinct indigenous communities in the country.
4. The Newar in Khas Nepali language. The Newar call themselves the Newa in their Nepa Bhasa mother tongue.
5. Ojha, Anup "In biggest protest since the 2006 People's Movement, thousands of protesters gather to oppose the Guthi Bill". The Kathmandu Post, 19 June 2019: <https://kathmandupost.com/valley/2019/06/19/thousands-protest-against-the-guthi-bill-in-kathmandu>
6. Ibid.
7. Ojha, Anup "Police use force against those protesting Guthi Bill". The Kathmandu Post, 10 June 2019: <https://kathmandupost.com/valley/2019/06/10/police-use-force-against-those-protesting-guthi-bill>
8. "Furore over PSC decision". The Himalayan Times, 2 June 2019: <https://thehimalayantimes.com/nepal/furore-over-psc-decision/>
9. "Nine persons, including NEFIN president, injured in baton charge". Nepal Monitor, 17 August 2019: <https://nepalmonitor.org/reports/view/25329>
10. Constitution of Nepal. Available at: [http://constitutionnet.org/sites/default/files/nepal\\_constitution\\_-\\_of\\_cial\\_translaiton\\_eng\\_mljpa.pdf](http://constitutionnet.org/sites/default/files/nepal_constitution_-_of_cial_translaiton_eng_mljpa.pdf)
11. See *The Indigenous World 2019*
12. "Illegal and Inhumane act in the name of Road Expansion". Lawyers Association for Human Rights of Nepalese Indigenous Peoples (LAHURNIP), 5 February 2017: <http://www.lahurnip.org/news-details/62.html>
13. Gurung, D Tsering "Nepali park of cials tortured a man to death. Then, the government and the World Wide Fund for Nature rewarded them". The Kathmandu Post, 3 March 2019: <http://kathmandupost.ekantipur.com.np/news/2019-03-03/nepals-park-of-cials-who-beat-and-tortured-a-man-were-rewarded-by-the-government-and-the-world-wide-fund-for-nature.html>
14. Baker, J.M Katie & Warren, Tom, "WWF Funds Guards Who Have Tortured And Killed People". BuzzFeed News, 4 March 2019: <https://www.buzzfeednews.com/article/tomwarren/wwf-world-wide-fund-nature-parks-torture-death>
15. Op. Cit (13)
16. For more information on the Accountability Counsel, see :<https://www.accountabilitycounsel.org/>
17. For more information on Lawyers Association for Human Rights of Nepalese Indigenous Peoples (LAHURNIP), see: <https://www.lahurnip.org/>
18. "NPC approves concept paper of 15th plan". My República, 29 April 2019: <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/npc-approves-concept-paper-of-15th-plan/> See detailed plans in Khas Nepali language at [https://www.npc.gov.np/images/category/15th\\_Plan\\_Approach\\_Paper2.pdf](https://www.npc.gov.np/images/category/15th_Plan_Approach_Paper2.pdf)
19. "Press Statement Route". Lawyers Association for Human Rights of Nepalese Indigenous Peoples (LAHURNIP), 5 July 2019: <https://www.lahurnip.org/press-release-and-statement/68.html>
20. "Providing ID cards, living space, Rautee did not leave the traveling life". Gorkhapatra Online, 27 January 2020: <https://gorkhapatraonline.com/society/2020-01-27-7727>
21. "Climate Change Policy 2019 Towards Climate Resilient Economic Prosperity". Spotlight Nepal, 29 September 2019: <https://www.spotlightnepal.com/2019/09/29/climate-change-policy-2019-towards-climate-resilient-economic-prosperity/>
22. The Yogyakarta Principles are 29 principles adopted by an international meeting of human rights groups in Yogyakarta, Indonesia, in November 2006, and the Yogyakarta Principles Plus comprise 38 principles plus and additional 9 Principles in 2017. These 38 Principles are on the application of human rights law in relation to sexual orientation and gender identity. See the Principles at [https://yogyakartaprinciples.org/wp-content/uploads/2017/11/A5\\_yogyakartaWEB-2.pdf](https://yogyakartaprinciples.org/wp-content/uploads/2017/11/A5_yogyakartaWEB-2.pdf)
- 23.

**Krishna B. Bhattachan** appartient au peuple autochtone Thakali. Il est l'un des membres fondateurs du corps professoral et ancien chef du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Tribhuvan au Népal, et a récemment pris sa retraite. Il est associé à l'Association des avocats pour les droits de l'homme des peuples autochtones du Népal (LAHURNIP) en tant qu'expert autochtone. Il a publié plusieurs livres et articles sur les questions autochtones.

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2020. Traduction pour le GITPA par Constance Vaganay